

## AKTUELL

PROCÈS LUXLEAKS

# PWC vs. the People

Luc Caregari

**Malgré certains points positifs, le jugement du tribunal d'arrondissement dans l'affaire Luxleaks est et reste bien un scandale. Le Luxembourg a raté une occasion de démontrer qu'il a vraiment changé.**

Une évidence et rien d'autre. Que celles et ceux qui se réjouissent de l'acquittement du journaliste Édouard Perrin dans le procès Luxleaks s'imaginent juste une seconde ce qui serait arrivé si le juge Marc Thill avait suivi le procureur et l'avait condamné à une amende. Alors qu'il a été largement disculpé par le lanceur d'alerte Raphaël Halet lors de son passage à la barre (woxx 1370). Déjà

l'intérêt public et même qu'il qualifie de « douteuses » les pratiques fiscales luxembourgeoises n'y change rien. Si certains interprètent ce geste comme un appel à l'aide à l'adresse du législateur, il ne faut pas oublier que la justice avait aussi le choix de la relaxe pure et simple. Par contre, elle a choisi des peines plutôt légères, tout en accordant au cabinet d'audit PWC son euro symbolique, juste pour l'apaiser est-on en droit de supposer.

## Un procès à charge

Car le vrai scandale dans ce procès n'est pas le jugement, il réside dans la façon dont l'instruction a été menée : totalement à charge. Le script du procès en quelque sorte est l'audit interne mené par PWC après les révélations Luxleaks. L'enquête policière repose entièrement sur cet audit. Pire encore, les autorités luxembourgeoises ont admis pendant le procès avoir averti PWC de leurs perquisitions. Certes, à la lumière des révélations publiées cette semaine par nos collègues du « Quotidien », qui détaillent et confir-

ment l'outsourcing presque total de l'industrie du « tax ruling » du bureau numéro 6 de l'administration fiscale à PWC - et qui n'ont pas encore été commentées du tout par la classe politique -, ça n'a rien d'étonnant. Mais gageons que sous d'autres cieux et dans un autre procès, un tel comportement des enquêteurs de police judiciaire aurait permis d'établir de sérieux doutes sur la crédibilité de l'enquête.

C'est le niveau de connivence entre l'État et PWC qui est le véritable élément choquant et qui apparaît clairement à travers tous les volets du scandale Luxleaks. D'ailleurs, cela ne semble pas vraiment éprouver le jugement de la coalition au pouvoir dans ses relations avec les cabinets d'audit. Quand le Conseil économique et social a établi son « Avis sur les données fiscales du Luxembourg » - sur commande du premier ministre et en amont de la réforme fiscale -, il a aussi profité des conseils d'un certain Wim Piot, « Tax Leader » chez PWC. Honni soit qui mal y pense...



Le dîner de c... mis en scène devant le tribunal d'arrondissement par des activistes du collectif « Tax Justice Lëtzebuerg ».

que la question de savoir pourquoi le parquet luxembourgeois l'a inculpé se posait, puisqu'il n'a fait que son boulot et cela de façon méticuleuse. Donc, il est établi par le jugement que le travail du journaliste ne trahissait pas le fameux secret des affaires.

Pourtant, s'imaginer que ce jugement n'aura pas d'influence sur le travail journalistique est un leurre. En condamnant les deux lanceurs d'alerte Deltour et Halet, la justice luxembourgeoise a potentiellement découragé nombre d'autres lanceurs d'alerte qui ne sont pas encore passés à l'acte - et donc privé le public d'informations certes sensibles pour leurs détenteurs, mais dont la publication serait d'intérêt général. C'est ça, la lourde responsabilité que la justice a prise en choisissant d'ignorer presque tout des plaidoiries des avocats - notamment leurs références à la jurisprudence européenne - et d'appliquer en bon soldat le Code pénal.

Le fait que le jugement reconnaît à Deltour et Halet le statut de lanceurs d'alerte, qu'il dit qu'ils ont agi dans

## SHORT NEWS

## Assises culturelles : maigres espoirs

(lc) - Tout ça pour ça ! Les assises culturelles tant attendues ont été dévoilées la semaine dernière. Promis depuis belle lurette, cet exercice de communication « bottom-up » entre le ministère et la scène culturelle risque de ne produire que des résultats bien médiocres. Déjà qu'il n'est prévu que deux fois quatre heures de discussions - ce qui est largement insuffisant face à un paysage culturel certes petit mais très hétérogène -, les principaux axes ne correspondent nullement aux questions qui importent vraiment au secteur. Ainsi, aucun des axes proposés (culture et éducation, professionnalisation, promotion, valorisation) n'aborde les vrais problèmes de structure et de fonctionnement du ministère et de son système de subventionnement - ce à quoi un secteur dont les conventions ont été dénoncées avec une brutalité inouïe aurait au moins pu s'attendre. En tout cas, les jeunes de « Richtung 22 » ne sont pas les seuls à faire bande à part pour les assises. Juste qu'eux l'ont fait savoir à leur façon. Toutefois, le dossier qu'ils ont fait parvenir à la presse ne se réduit pas pour une fois à des provocations plus ou moins maladroites, mais contient de vraies propositions utiles, notamment sur le soutien aux jeunes artistes. Ils ne seraient quand même pas en train de devenir adultes, « Richtung 22 » ?

## Conférence : la sécurité, première des libertés ?

(da) - « La sécurité est la première des libertés, c'est pourquoi d'autres libertés pourront être limitées. » C'est avec ces mots que le premier ministre français Manuel Valls a justifié, devant l'Assemblée nationale, toute une série de mesures visant à restreindre certains droits fondamentaux sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Depuis, son expression a été reprise par des politiciens luxembourgeois, qui, eux aussi, semblent prêts à sacrifier des libertés au nom de la bonne cause. « Pour votre sécurité, vous n'aurez plus de libertés », c'est aussi le titre d'une conférence organisée par la Commission consultative des droits de l'homme. Tout tournera autour de la question « Comment lutter contre le terrorisme tout en préservant les droits fondamentaux ? ». Stefan Braum, doyen de la faculté de droit, d'économie et de finance de l'Uni.lu et ardent défenseur des libertés fondamentales (woxx 1373) y fait office de tête d'affiche. Avec lui discuteront l'ancien procureur général Robert Biever, l'historien Denis Scuto et le président de la Ligue des droits de l'homme Claude Weber. Ça promet, c'est lundi 4 juillet, c'est au bâtiment Weicker de l'université - au Kirchberg -, et ça commence à 18h30 !

woxx@home

## Wo bitte liegt Wormeringen?

*D'Maus Ketti sëtzt bei hirem Lach zu Biermereng am Feld; „Wéi schéin“, denkt se, „ass d'Liewen dach, wéi gutt ass't op der Welt“. Zugegeben über die korrekte luxemburgische Schreibweise von Ketti oder neuerdings Kätti lässt sich streiten. Maus Ketti, wie in der letzten woxx geschrieben, nennt sich jedenfalls ein Restaurant in Schengen. Der Autor August Liesch (1874 - 1949) wird uns die freie Gestaltung bei der Namensgebung sicherlich nicht übel nehmen. Unverzeihlich ist allerdings der Umstand, dass wir die legendäre Feldmaus in der Gemeinde Wormeringen verortet haben. Einmal weil es - zumindest auf Luxemburger Territorium - ein Dorf namens Wormeringen nicht gibt. Zum anderen weil jedem, der den ersten Vers dieses Gedichtes nicht kennt, die Luxemburger Staatsbürgerschaft aberkannt werden müsste, schließlich ist Maus Kätti Teil des Luxemburger Kulturerbes. Und um eine „Gemeinde“ handelt es sich in Birmingen auch nicht mehr: Seit der Fusion mit den Nachbargemeinden im Jahre 2011 ist Birmingen nur mehr ein Ortsteil der Gemeinde Schengen.*